

BC

LA RÉPUBLIQUE DU BIEN COMMUN

Construire aujourd'hui ce que nous voulons transmettre demain.

MANIFESTE • FRANCE

Manifeste pour une République du Bien Commun

Aux citoyens, aux élus et aux territoires de France

« On ne fait rien de grand sans une part de rêve. »

— Charles de Gaulle

Ce manifeste s'adresse à toutes celles et tous ceux qui refusent de considérer le déclin, l'impuissance publique ou la division comme une fatalité. Il propose un cap commun : retrouver le temps long, reconstruire nos continuités, renforcer nos souverainetés et redonner aux citoyens la capacité de choisir un avenir collectif.

Philippe Kowalski

Auteur de La République du Bien Commun

MANIFESTE • BIEN COMMUN

Et si la France recommençait à croire en son avenir ?

Depuis des décennies, nous réformons. Nous réformons tellement que nous avons fini par confondre le mouvement avec le changement. À chaque difficulté, nous déplaçons un paramètre. Un âge, un taux, une cotisation, une allocation, une exonération, une norme. Puis nous corrigeons les effets de la réforme précédente par une nouvelle réforme.

Chacune de ces décisions peut avoir sa justification. Mais leur accumulation ne fait plus un projet de société. Nous ajustons les paramètres d'un système sans véritablement nous demander si le système lui-même correspond encore au monde dans lequel nous vivons. À force de gérer les déséquilibres, nous avons progressivement cessé de construire.

Et parce que nous ne parvenons plus à résoudre suffisamment les problèmes, nous cherchons ceux qui pourraient en être responsables. Les retraités vivraient trop longtemps. Les fonctionnaires seraient trop nombreux. Les entreprises seraient trop aidées. Les riches ne contribueraient pas assez. Les plus modestes recevraient trop. Les immigrés prendraient la place des autres.

Je refuse cette mécanique. Je ne veux pas d'une France qui passe son temps à chercher à qui elle va prendre quelque chose pour maintenir encore quelques années ce qu'elle n'arrive plus à transformer. Une nation ne se construit pas en désignant périodiquement ceux qui devront payer pour les autres.

Elle se construit lorsqu'elle donne à des femmes et des hommes différents une raison de vouloir avancer ensemble. On oppose. On rallie. On divise. Mais nous ne créons plus suffisamment cette société française qui nous relie et nous protège. C'est ce lien que je veux reconstruire. C'est cela que j'appelle le Bien Commun.

MANIFESTE • BIEN COMMUN

Retrouver le temps long

« Penser, c'est interrompre. » — Hannah Arendt

Nous devons avoir le courage d'interrompre la course. La politique s'est enfermée dans le temps court. Celui de l'information permanente, du prochain sondage, du prochain budget, de la prochaine élection. Mais une nation ne se construit pas à cet horizon. Un enfant qui entre aujourd'hui à l'école vivra une grande partie de sa vie au-delà de 2070.



Une infrastructure que nous construisons peut servir plusieurs générations. Les décisions que nous prenons sur l'eau, l'énergie, l'industrie, l'agriculture ou la biodiversité engageront des Français qui ne sont pas encore nés. Gouverner devrait donc signifier être capable de prendre aujourd'hui des décisions dont nous ne verrons peut-être jamais nous-mêmes les résultats.

Il y a là une noblesse de l'action publique que nous devons retrouver. Je propose que le temps long redevienne un principe de nos politiques publiques. Qu'avant chaque grande décision nous ne demandions plus seulement : combien cela coûtera-t-il l'année prochaine ? Mais également : qu'aurons-nous construit dans vingt ans ? La France de 2050 se décide maintenant.

MANIFESTE · BIEN COMMUN

Produire pour pouvoir protéger

« La politique de la France ne se fait pas à la corbeille. » — Charles de Gaulle

Je crois profondément à notre protection sociale. Je ne veux pas organiser son recul. Je veux garantir sa pérennité. Mais nous devons accepter une évidence : nous ne préserverons pas notre modèle social en organisant chaque année un nouveau partage de la pénurie. Pour continuer à répartir, il faut recommencer à créer.

La France doit moderniser son appareil productif, retrouver une ambition industrielle, accompagner ses agriculteurs, libérer l'innovation et maîtriser les technologies qui transformeront le siècle. Robotiser, automatiser, numériser ne doivent pas signifier abandonner l'humain.

Ils doivent permettre de produire mieux, de créer davantage de valeur et de retrouver les marges de manœuvre nécessaires pour financer notre modèle collectif. La protection sociale et la production ne sont pas deux politiques opposées. L'une permet l'autre.

Et puisque la création de richesse change, puisque le travail change, puisque la technologie transforme profondément nos économies, nous devons accepter de repenser également la manière dont nous finançons notre solidarité. Non pour protéger moins. Pour pouvoir continuer à protéger demain.



MANIFESTE · BIEN COMMUN

Reconstruire les continuités de la République

« Il faut savoir ce que l'on veut. Quand on le sait, il faut avoir le courage de le dire. Quand on le dit, il faut avoir le courage de le faire. » — Georges Clemenceau

Nous avons organisé la République en administrations. Les Français, eux, vivent des parcours. Voilà peut-être l'une des grandes erreurs de notre organisation publique. Un enfant ne grandit pas dans un ministère.

Il grandit dans une famille, découvre l'école, rencontre des enseignants, des éducateurs, des associations, le sport, la culture, puis cherche progressivement sa place dans la société. Notre politique éducative devrait accompagner cette continuité plutôt que juxtaposer les institutions. Il en va de même pour notre santé. La santé ne commence pas à l'hôpital.

Elle commence bien avant la maladie et doit accompagner chacun jusqu'au soin et, lorsque cela devient nécessaire, jusqu'à la dépendance. La sécurité et la justice obéissent à la même exigence. Une République doit être capable de prévenir, de protéger, d'intervenir, de juger et de faire appliquer les décisions rendues.

Lorsqu'un seul maillon de cette chaîne ne fonctionne plus, c'est toute la promesse républicaine qui s'affaiblit. C'est ce que j'appelle les continuums. Nous ne devons pas systématiquement créer de nouvelles structures. Nous devons commencer par relier ce que nous avons séparé.

MANIFESTE · BIEN COMMUN

Faire de nouveau société

L'immigration est probablement l'un des sujets qui illustrent le mieux notre incapacité à construire un débat apaisé. Je refuse de choisir entre une France qui aurait peur de tous ceux qui arrivent et une France qui n'oserait plus définir les conditions de leur accueil. Une société qui accueille doit savoir ce qu'elle veut transmettre.

Celui qui souhaite la rejoindre doit savoir ce qu'elle lui offre et ce qu'elle attend de lui. La France propose beaucoup : une langue, une culture, des droits, une protection, une possibilité de construire une vie et d'élever ses enfants.

Elle peut aussi demander beaucoup : respecter ses lois, apprendre sa langue, participer à la société et accepter les principes fondamentaux qui fondent la République. J'appelle cela le consentement mutuel. Ni rejet. Ni naïveté. Une relation de respect entre celui qui souhaite rejoindre une communauté nationale et celle qui accepte de l'accueillir.

Une France qui sait ce qu'elle est n'a pas besoin d'avoir peur de l'autre.



MANIFESTE • BIEN COMMUN

Transmettre plutôt que consommer l'avenir

« L'avenir n'est pas ce qui va arriver, mais ce que nous allons faire. » — Henri Bergson

Le Bien Commun ne concerne pas uniquement ceux qui vivent aujourd'hui. Il appartient aussi à ceux qui viendront après nous. Nous ne sommes pas propriétaires définitifs de nos ressources naturelles. Nous en sommes les dépositaires temporaires. Cette idée doit changer notre conception de l'écologie. Je refuse d'opposer ceux qui produisent à ceux qui protègent.

Une agriculture qui détruirait durablement sa terre finirait par ne plus pouvoir produire. Une industrie incapable de maîtriser ses ressources deviendrait dépendante. Une politique de l'eau qui ne regarderait que la consommation présente préparerait les pénuries futures. Produire et protéger doivent devenir les deux faces d'une même responsabilité.

L'écologie du Bien Commun n'est ni punitive ni contemplative. Elle est une politique de transmission.

MANIFESTE • BIEN COMMUN

La France ne s'arrête pas à ses côtes

Il existe une France que nous avons trop longtemps regardée comme périphérique alors qu'elle pourrait devenir l'un des centres de notre avenir. La France des Outre-mer et des océans. Notre propre géographie devrait nous obliger à changer de regard. Les Outre-mer ne sont pas les territoires les plus éloignés de la République.

Ils sont les territoires qui placent la République au cœur du monde. Ils sont des avant-postes de la recherche climatique, des industries bleues, de la transition énergétique et de la souveraineté maritime. Leur présence donne à la France un regard sur l'Atlantique, l'océan Indien et le Pacifique et participe directement à sa puissance mondiale.

Je voudrais que cette présence exceptionnelle donne à la France une mission. Faire de notre pays l'une des grandes nations mondiales de la connaissance, de la protection et de la restauration de la biodiversité terrestre et marine.

Non pas en transformant les territoires ultramarins en réserves que l'on administrerait depuis Paris, mais en faisant d'eux de véritables laboratoires du XXI^e siècle. La connaissance scientifique doit y rencontrer celle des populations. L'université doit rencontrer l'expérience des pêcheurs, des agriculteurs, des associations et des collectivités.



L'économie maritime doit apprendre à produire sans épuiser ce qui constitue précisément sa richesse. Dans un siècle où les océans, le climat et les ressources naturelles occuperont une place croissante dans les relations internationales, la France peut inventer une autre forme de puissance. Une puissance qui protège autant qu'elle possède.

Une puissance qui transmet autant qu'elle exploite. Nos Outre-mer peuvent devenir l'un des instruments d'une diplomatie française de la biodiversité. Ils ne nous éloignent pas du monde. Ils nous donnent rendez-vous avec lui.

MANIFESTE · BIEN COMMUN

Un État stratège, des territoires qui agissent

« On ne gouverne durablement que par la vérité. » — Pierre Mendès France

C'est aussi pour cette raison que je m'adresse à vous, citoyens de ce pays, acteurs de la société civile et élus des territoires. Parce que vous vivez là où toutes les politiques publiques finissent par se rencontrer. Une fermeture d'entreprise n'est jamais seulement une question économique. Elle affecte des familles, des commerces, une commune et parfois une école.

La disparition d'un médecin n'est pas une statistique sanitaire. C'est un territoire qui devient un peu moins habitable. Vous savez que dans la vie réelle, tout est lié. Et pourtant nous avons construit un système administratif qui sépare ce que le territoire rassemble.

Depuis des décennies, nous promettons de simplifier tout en continuant à empiler les structures, les compétences et les normes. Je ne propose pas une nouvelle réforme administrative. Je propose de retrouver une logique simple : un État capable de penser loin et des territoires capables d'agir près. L'État doit redevenir stratège.

Il doit garantir l'unité de la République, protéger nos souverainetés et préparer l'avenir. Les territoires doivent disposer de responsabilités compréhensibles et des moyens permettant réellement de les exercer. Et entre les deux, nous devons avoir le courage de supprimer ce qui ne crée plus suffisamment de valeur pour le citoyen. Simplifier n'est pas affaiblir la République.

C'est lui permettre de redevenir compréhensible.



MANIFESTE · BIEN COMMUN

Croire de nouveau à la politique

« La France ne peut être la France sans grandeur. » — Charles de Gaulle

Voilà finalement l'ambition qui traverse tout ce manifeste. Je voudrais que nous puissions croire de nouveau à la politique. Non pas à l'homme providentiel. Non pas aux promesses impossibles. Non pas à cette étrange idée qu'une élection suffirait soudainement à résoudre quarante années de déséquilibres accumulés.

Je veux croire à la politique dans ce qu'elle peut avoir de plus noble : la capacité d'une génération à préparer le monde qu'elle transmettra à la suivante. Nos prédécesseurs ont construit des infrastructures, une industrie, une protection sociale, des écoles, des hôpitaux et des institutions dont plusieurs générations ont bénéficié. Ils n'étaient pas plus intelligents que nous.

Ils avaient simplement parfois cette conviction extraordinaire : demain pouvait être construit. Pourquoi aurions-nous cessé d'en être capables ? Je ne veux pas d'une France condamnée à administrer son affaiblissement.

Je veux une France qui recommence à créer suffisamment de richesse pour protéger, suffisamment de confiance pour entreprendre, suffisamment de sécurité pour être libre et suffisamment de lien pour faire société. Une France qui retrouve ses souverainetés sans se fermer au monde. Une France qui réconcilie le progrès et la transmission.

Une France qui cesse d'organiser la compétition entre les générations, les territoires et les catégories sociales. Une France qui retrouve quelque chose que nous avons presque cessé d'oser prononcer : un avenir commun.

MANIFESTE · BIEN COMMUN

Aux citoyens et aux élus de France

Je ne vous adresse pas ce manifeste pour vous demander de croire à un homme, ni pour vous demander d'entrer dans un camp. Je ne vous demande pas davantage de renoncer à vos convictions, à votre histoire ou à votre sensibilité politique. Le Bien Commun n'exige pas que nous pensions tous de la même manière. Il exige que nous soyons encore capables de reconnaître ce qui doit nous réunir.

Je vous demande de regarder ce projet, de le confronter à votre expérience, de le critiquer s'il le faut, de l'enrichir certainement, mais surtout de vous poser cette question : la France peut-elle encore choisir son avenir ? Je crois que oui. Et je crois que c'est probablement la première responsabilité que nous ayons envers ceux qui viendront après nous.



Alors cessons de demander aux Français ce qu'ils sont encore prêts à perdre. Demandons-leur enfin ce qu'ils veulent construire ensemble. Et lorsque viendra le moment démocratique de permettre aux différents projets de se présenter devant le pays, je ne vous demanderai pas de changer de famille politique. Je ne vous demanderai pas de choisir un camp.

JE VOUS DEMANDERAI DE PERMETTRE AUX FRANÇAIS DE CHOISIR UN PROJET. Philippe Kowalski